



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux  
affaires départementales**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N°52-2025-04-00094 DU 11 AVRIL 2025**

**portant prescriptions complémentaires pour les installations de la société SULO  
FRANCE implantées sur le territoire de la commune de Langres**

**La Préfète de la Haute-Marne,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'environnement, Livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-46 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

**VU** le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°52-2024-01-00146 du 31 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 autorisant la société PLASTIC OMNIUM Systèmes Urbains à exploiter une usine de production de contenants en plastique pour la collecte des déchets sur son site de Langres ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2061 du 20 juillet 2015 portant prescriptions complémentaires réglementant le fonctionnement des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air exploitées par la société PLASTIC OMNIUM Systèmes Urbains au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune de Langres ;

**VU** le récépissé de transfert d'exploitant du 7 juin 2019 accordant bénéfice de l'autorisation d'exploiter susvisée à la société SULO FRANCE ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°52-2024-08-0012 du 23 août 2024 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 ;

**VU** le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 8 janvier 2025 relatif à l'installation d'une nouvelle presse à injecter ;

**VU** le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 8 janvier 2025 relatif à la purge du circuit de refroidissement des presses à injecter ;

**VU** le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 8 janvier 2025 relatif à la réutilisation des eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes du site ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établi suite à la visite d'inspection du 6 février 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 11 mars 2025 ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 27 mars 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société SULO FRANCE est autorisée à exploiter une usine de production de contenants en plastique pour la collecte de déchets sur son site de Langres ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'installation d'une nouvelle presse d'injection nécessite la création d'une fosse ;

**CONSIDÉRANT** que les matériaux liés à l'excavation de la fosse sont potentiellement porteurs de pollutions ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation d'une nouvelle presse d'injection nécessite la création d'un nouveau point de rejet atmosphérique ;

**CONSIDÉRANT** que le rejet de la purge du circuit de refroidissement des presses à injecter est potentiellement porteur de pollution ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de réutilisation des eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes consiste à utiliser les eaux de déconcentration pour alimenter partiellement le circuit de refroidissement des presses à injecter et partiellement le réseau des sanitaires du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'instruction des dossiers de porter à connaissance sus-visés démontre que les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'acter et d'encadrer des différentes modifications projetées par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les résultats des mesures effectuées par l'exploitant conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ont mis en évidence la présence de PFAS à une concentration supérieure aux limites de quantification ;

**CONSIDÉRANT** que les PFAS sont des substances chimiques extrêmement persistantes dans l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces substances sont utilisées depuis les années 1950 en raison de leurs nombreuses propriétés (antiadhésives, imperméabilisantes, résistantes aux fortes chaleurs) ;

**CONSIDÉRANT** que les sources d'émissions de ces substances dans l'environnement sont potentiellement nombreuses : industries, mais également stations d'épuration des eaux usées des collectivités (en raison des produits utilisés par le grand public), aéroport (en raison de l'usage des mousses incendie), zones de formation du SDIS ;

**CONSIDÉRANT** que la présence de PFAS peut être apportée par l'eau, une matière première et/ou un des produits utilisés dans le process de fabrication et qu'il convient de mener des actions pour déterminer les origines possibles de la présence de ces substances dans le rejet aqueux ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 181-14 du Code de l'environnement dispose : « [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'engager des mesures visant à gérer et limiter ces émissions de polluants dans l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 : Domaine d'application**

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement autorisées par l'arrêté préfectoral n°2098 du 20 juillet 2007 et exploitées sur le territoire de la commune de Langres par la société SULO FRANCE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

### **Article 2 : Analyse et traitement des matériaux excavés pour la création de la fosse**

Les matériaux excavés pour la création de la fosse destinée à accueillir la future presse d'injection font l'objet d'analyses. Suivant les résultats de ces analyses, les matériaux sont envoyés dans les filières adaptées conformément à la réglementation.

L'exploitant transmettra les éléments attestant de leur bonne élimination à l'inspection des installations classées.

### **Article 3 : Point de rejet de la nouvelle presse**

Dans le cadre de la création d'un nouveau point de rejet lié à presse n°94, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées le débit approximatif d'extraction avant mise en service de la presse.

### **Article 4 : Analyse COV presse n° 94**

Dès mise en service de la presse n° 94, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en poussières et COV dans les gaz rejetés à l'atmosphère au niveau du point de rejet lié à cette presse.

Les résultats de ces mesures, ainsi que leurs interprétations, sont transmis, dès réception, à l'inspection des installations classées.

### **Article 5 : Rejet purge du circuit de refroidissement**

Sans préjudice à la convention de déversement dans le réseau pluvial communal, le rejet des eaux du circuit de refroidissement des presses à injecter est autorisé après analyse si les valeurs limites d'émission indiquées dans l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral n° 2098 du 20 juillet 2007 susvisé sont respectées, à savoir :

- température : < 30 °C
- pH : compris entre 6 et 8,5

	MES	DCO	DBO5	Hydrocarbures totaux
Concentration maximale journalière admissible (en mg/l)	35	125	30	5

### **Article 6 : Réutilisation des eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes**

En l'absence de cadre réglementaire concernant l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, la réutilisation des eaux de déconcentration des tours aéroréfrigérantes du site n'est pas autorisée.

### **Article 7 : Plan d'action PFAS**

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes selon les délais mentionnés :

- dans un délai de 3 mois, l'exploitant étudie l'ensemble de son process afin de déterminer l'origine et la source d'émission des PFAS et/ou AOF dans ces rejets. Cette étude permet à l'exploitant de définir et de planifier la mise en place d'actions soutenables sur un plan technico-économique visant à limiter, voir supprimer la présence de ces substances dans ces rejets. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre des actions retenues.

- dans un délai de 3 mois, l'exploitant réalise un bilan des incidents majeurs répertoriés ayant eu lieu sur le site au cours des 10 dernières années et ayant impliqué l'utilisation de mousse anti-incendie.



- une analyse trimestrielle est réalisée selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 afin de suivre l'évolution des émissions de PFAS et AOF.

**Article 8 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié à la société SULO FRANCE.

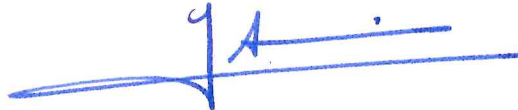
Il est affiché à la mairie de Langres pendant une durée minimum d'un mois et peut y être consulté.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 9 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.*